

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
26 juillet 2017
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 20 juillet 2017, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim
de la Mission permanente de la Libye auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint, en votre qualité de Président du Conseil de sécurité, le texte de l'allocution prononcée le 15 juillet 2017 par le Président du Conseil de la présidence du Gouvernement d'entente nationale, Faiez Mustafa Serraj, devant le peuple libyen, dans laquelle il présente une initiative en vue d'une feuille de route (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim,
(*Signé*) Elmahdi S. **Elmajerbi**



Annexe à la lettre datée du 20 juillet 2017 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Libye auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : arabe]

Allocution prononcée le 15 juillet 2017 par le Président du Conseil de la présidence du Gouvernement d'entente nationale, Faiez Mustafa Serraj, devant le peuple libyen, au sujet de la nouvelle initiative proposée

Je m'adresse aujourd'hui à vous en cette étape critique de l'histoire de notre pays, en étant pleinement conscient des souffrances subies par les citoyens libyens, qui ne datent pas d'aujourd'hui mais remontent à des décennies. Alors que chacun espérait que la Libye accèderait au rang des pays développés et jouirait d'une démocratie et d'une vraie liberté, nous avons connu de nouvelles tragédies ces six dernières années. Nous assumons tous la responsabilité de la situation dans laquelle nous étions et dans laquelle nous nous retrouvons aujourd'hui. Nul n'est besoin de faire de la surenchère car nous en sommes tous au même point, ayant eu parfois tort et parfois raison. Le moment est venu de s'unir pour sauver la nation.

Je m'adresse à vous, chers compatriotes, en toute franchise et en toute transparence afin de vous présenter la réalité des faits.

Depuis plus d'un an que le Conseil de la présidence du Gouvernement d'entente nationale a entamé ses travaux, à Tripoli, il a connu des blocages et rencontré des obstacles sur les plans politique, économique et financier et de la sécurité, imputables clairement pour la plupart au fait que les organes créés par l'Accord politique libyen ne remplissaient pas toutes les fonctions qui avaient été prévues, ainsi qu'à la polarisation des institutions publiques. Nous avons néanmoins fait de notre mieux pour surmonter les clivages et parvenir à l'unité, et avons tendu la main à tous en signe de réconciliation.

L'Accord politique était une formule provisoire pour promouvoir la coexistence et créer les conditions nécessaires pour mettre un terme aux conflits et aux combats, afin d'effectuer une transition pacifique vers une phase de stabilité et de tourner la page. Le rôle du Conseil de la présidence est d'insuffler une direction durant cette transition afin de jeter les bases de l'État démocratique civil souhaité, d'un état de droit et d'institutions garantissant aux citoyens la sécurité et une vie digne. C'est pourquoi nous avons affirmé à tous, à plus d'une occasion, que nous n'étions pas partie au conflit mais que nous voulions faire partie de la solution. La nation se construit avec les corps et les esprits de tous les citoyens, sans exception.

Nous avons aspiré dès le départ à vaincre les difficultés et à faire face aux crises qui secouent le pays et s'accumulent depuis des années. Vous êtes tous conscients des problèmes économiques et financiers auxquels nous avons dû faire face depuis le début : le déficit budgétaire, la chute brutale de la production de pétrole et l'absence de politique monétaire efficace et immédiate de la part de la Banque centrale de Libye pour régler le problème des liquidités et empêcher l'effondrement du taux de change du dinar libyen. Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir, aux niveaux national et international, pour relancer l'économie et couvrir les dépenses relatives à la sécurité, à la santé, à l'éducation et à d'autres services.

Le Conseil de la présidence a dès le départ veillé à l'accroissement de la production de pétrole en faisant montre de la plus grande prudence, patience et

clairvoyance. Nous avons réussi à ne pas nous laisser entraîner dans les escalades militaires répétées qui se sont produites dans les ports. Conscients de l'énorme responsabilité qui nous incombait, nous nous sommes employés à éviter les conflits et à endiguer la violence. Le pétrole est une ressource qui appartient à tous les Libyens et leur seul moyen de subsistance et il doit être tenu à l'écart des luttes politiques. En un an, depuis que nous avons entamé nos travaux à Tripoli, la production de pétrole a fait un bond, passant de 150 000 barils à près de 1 million de barils par jour. Néanmoins, la corruption et le détournement des deniers publics vont croissant. Les membres de la Chambre des députés et du Conseil d'État ne sont aucunement en mesure de s'acquitter de leurs fonctions pour remédier à cette situation et demander des comptes aux responsables.

Les Libyens sont à bout de patience et il est temps que nous travaillions ensemble. Nous nous trouvons contraints de prendre des mesures exceptionnelles pour régler ce problème.

La sécurité est un dossier des plus épineux. Des groupes armés aux multiples configurations et dénominations sont présents dans la plupart des villes. Ceux qui nous ont précédés n'ont pas pris conscience du danger que représentait la prolifération des armes et n'ont pas entrepris de les ramasser dès les premiers jours et nous en faisons les frais. Nous nous sommes toutefois attaqués à ce phénomène avec circonspection et réalisme et, malgré tous les obstacles, avons commencé à mettre en place les institutions étatiques militaires et de sécurité dont la présence commence à se faire sentir, dans le cadre d'un programme complet, qui a exigé beaucoup de patience. Nous avons toujours veillé à éviter toute effusion de sang, dans la mesure du possible, pour faire sortir le pays de cette situation inextricable, en évitant autant que faire se peut les pertes en vies humaines et la destruction des ouvrages publics et des biens privés.

Nous avons déjà intégré les jeunes dans les institutions militaire et de la police ainsi que dans les organes de sécurité qui en relèvent. Nous étions fermement résolu à sévir contre ceux qui ont suscité le chaos, comme ceux qui ont cherché récemment à porter atteinte à la sécurité à Tripoli. L'armée et la police ont démontré qu'elles pouvaient assurer la sécurité dans toute la capitale grâce au courage de nos jeunes et de ceux qui ont péri en service commandé. Tous ont démontré leur attachement à la sécurité et à la sûreté des citoyens, au prix de grands sacrifices. Nos politiques, avec la grâce de Dieu, sont en voie de réussir.

Quand nous parlons de sacrifice et de dévouement, nous ne saurions passer sous silence nos héros qui ont perdu la vie en luttant contre le terrorisme à Syrte malgré l'embargo et le manque de moyens. Dans le cadre de l'opération Bouniyan Marsous, nos héros ont fait d'énormes sacrifices pour apaiser la situation dans le pays et combattre un fléau qui perdurait en raison de luttes intestines, de conflits autour du mirage du pouvoir et d'une tentative de mainmise sur les capacités et les ressources du pays.

En parlant de Syrte, je ne peux oublier les sacrifices des habitants de Benghazi et d'autres villes libyennes, qu'il s'agisse de militaires ou non. Tous sont libyens et nous n'avons aucune divergence de vues lorsque nous combattons un terroriste étranger qui s'est infiltré dans le pays. Nous ne considérons pas pour autant que tous les Libyens avec lesquels nous avons eu des divergences sont des terroristes.

En politique étrangère, nous avons fait preuve de pondération dans nos échanges avec d'autres États. Nous ne dépendons pas de l'étranger et nous continuons de dire à ceux qui se mêlent de nos affaires : ne touchez pas à la Libye! Nous avons dit explicitement que le fait de demander de l'aide pour le relèvement du pays et la lutte contre le terrorisme n'était pas une demande d'ingérence ou d'atteinte à la souveraineté. Ce n'est que lorsque nous nous unissons et respecterons

nos compatriotes, améliorerons leur situation et redresserons le pays que le monde nous respectera et que notre souveraineté sera effective.

Compte tenu de toutes ces difficultés, d'après ma perception de la situation politique en cours, de tous les obstacles qui ont suscité une impasse politique, de la responsabilité nationale et morale d'apaiser les souffrances de la population et de l'incapacité apparente du Conseil des députés et du Conseil d'État de s'entendre pour trouver une solution politique afin de modifier l'Accord politique, j'ai décidé de vous présenter aujourd'hui ma vision et ma proposition pour l'étape à venir et d'offrir une feuille de route qui aidera peut-être à sortir de cette crise et à trouver un terrain d'entente pour renforcer la sécurité et la stabilité en m'appuyant sur les fondements de la Déclaration constitutionnelle, de l'Accord politique et de nos valeurs nationales. Cette initiative donne l'occasion à tous de participer à l'édification du futur État libyen par le libre arbitre national.

Cette vision et la feuille de route sont fondées sur les principes suivants :

Premièrement, le droit à la citoyenneté doit être garanti. Tous les Libyens, hommes et femmes, sont égaux en droits et en devoirs, quelles que soient leur appartenance politique ou leur orientation idéologique.

Deuxièmement, le Conseil de la présidence du Gouvernement d'entente nationale n'est pas une partie au conflit et ne soutient pas une faction au détriment d'une autre. Cette initiative vise à compléter l'Accord politique libyen et le processus d'entente et non pas à les supplanter.

Troisièmement, aucun citoyen ne sera exclu ni marginalisé dans le pays ou à l'étranger, qu'il soit opposé à l'Accord ou le soutienne, et nous allons prendre des mesures immédiates pour assurer le retour des déplacés et des migrants et rassembler le peuple sous la bannière d'une véritable entente nationale.

Quatrièmement, le principe de la séparation des pouvoirs et du transfert pacifique du pouvoir doit être respecté et l'armée placée sous le contrôle du pouvoir exécutif civil.

Cinquièmement, une stratégie globale de défense et de sécurité nationales doit être élaborée et l'institution militaire unifiée. L'armée, la police et les organes de sécurité qui en relèvent doivent être soutenus et devenir opérationnels et un programme national élaboré pour collecter les armes. Il faut également procéder à la démobilisation des membres des groupes armés ou à leur réinsertion dans les institutions étatiques selon un calendrier précis.

Sixièmement, les droits et libertés publics doivent être protégés et il faut mener une réforme administrative dans la transparence, combattre la corruption et assurer la décentralisation pour garantir les droits de l'ensemble des régions.

Septièmement, la justice transitionnelle, les réparations et l'amnistie doivent devenir une réalité en vue d'une réconciliation nationale totale.

Huitièmement, toutes les composantes culturelles et le patrimoine social doivent être respectés et il faut mettre fin aux quotas et à la fragmentation.

Neuvièmement, les ressources nationales et les institutions économiques et financières publiques doivent être préservées et la répartition équitable des richesses entre tous les Libyens garantie.

La feuille de route proposée est la suivante :

- Des élections présidentielle et législatives conjointes seront organisées en mars 2018 afin d'élire le chef de l'État et de former une nouvelle assemblée. Les élus auront tout au plus un mandat de trois ans, qui prendra fin lorsque la

constitution aura été élaborée et approuvée par référendum. Le président sera élu au suffrage universel direct;

- L'action menée en application de l'Accord politique sera poursuivie et le Gouvernement d'entente nationale maintenu jusqu'à ce que le président élu nomme un nouveau chef de gouvernement, que l'assemblée approuvera;
- La Haute Commission électorale nationale, en coordination avec l'ONU et avec l'aide de la Ligue des États arabes, de l'Union africaine et de l'Union européenne, sera chargée d'organiser, de superviser et de contrôler les élections présidentielle et législatives;
- Sous la direction de l'ONU et avec son aide, le Conseil des députés et du Conseil d'État constitueront des comités de dialogue afin que ces organes puissent débattre entre eux ainsi qu'avec les institutions de la société civile et prendre part au dialogue social. Ils élaboreront un projet de loi électorale et une proposition de révision du projet de constitution afin de définir les prérogatives du président et de tracer les grandes lignes de la nouvelle phase;
- Sous les auspices de la Haute Commission électorale nationale, le Gouvernement d'entente nationale et les institutions en place dans tout le pays fourniront les moyens et instaureront les conditions nécessaires à la réalisation de cet objectif;
- Un cessez-le-feu et la cessation des hostilités seront déclarés dans tout le pays, à l'exception des opérations de lutte contre le terrorisme prévues par l'Accord politique libyen et les instruments internationaux;
- Le Conseil des députés et le Conseil d'État constitueront des comités conjoints afin de commencer à consolider les institutions publiques souveraines fragmentées;
- Le Gouvernement d'entente nationale veillera à assurer les services et à couvrir les besoins des citoyens dans l'ensemble du pays et toutes les institutions en place coopéreront de manière à dissocier le conflit politique de la prestation de ces services. La Banque centrale de Libye mettra en œuvre des politiques monétaires dans les meilleurs délais afin de régler le problème des liquidités et de stabiliser le taux de change du dinar libyen;
- Un haut conseil pour la réconciliation nationale sera créé et comptera 100 membres. Les candidats devront répondre à des critères et règles définis par la commission préparatoire du projet de réconciliation nationale. Les membres de ce haut conseil seront des notables ou des chefs de tribus des villes libyennes, des représentants des organisations de la société civile, des femmes et des jeunes qui seront choisis de manière à représenter l'ensemble des courants politiques et idéologiques, sans exclusion ni marginalisation. Cet organe sera chargé d'organiser la conférence libyenne pour la réconciliation nationale et d'envisager des moyens d'assurer la justice transitionnelle, d'obtenir réparation et d'accorder l'amnistie. Des commissions seront également mises en place pour la réconciliation entre les villes et des conditions propices à un dialogue social instaurées en vue du bon déroulement des élections présidentielle et législatives et de l'adoption du projet de constitution.

Cette vision et cette feuille de route visent à sortir le pays de la crise actuelle et à unifier les rangs des Libyens. Je ne doute pas que l'esprit du patriotisme l'emportera sur les intérêts personnels. J'invite tous les Libyens à faire des concessions, aussi douloureuses soient-elles, afin de garantir la sécurité dans le pays.

Je profite de l'occasion pour inviter tous les États frères et amis ainsi que la Ligue des États arabes, l'Union africaine, l'Union européenne et l'ONU à appuyer cette vision et à tirer parti des initiatives présentées afin d'apporter les modifications nécessaires à l'Accord politique et d'instaurer un climat propice à un processus démocratique et à une réconciliation nationale totale.

Enfin, je demande de nouveau instamment aux Libyens, et à toutes les parties prenantes, quelles que soient leur allégeance politique ou leurs convictions intellectuelles, de participer de manière positive à la réalisation de cet objectif national.

J'invite nos ressortissants à l'étranger à revenir chez eux, en toute sécurité et en toute quiétude et je leur tends la main ainsi qu'à tout Libyen attaché à sa patrie afin de tourner la page et d'aspirer à un avenir radieux pour les générations à venir.

Aux acteurs politiques, je dis que les Libyens sont à bout de patience. Tenons compte de l'avis de la population pour ce qui est de déterminer son sort afin de ramener la joie dans le cœur des Libyens et de mettre un terme, ensemble, à cette division, pour le bien de la Libye car c'est notre pays à tous. Ensemble, suivons la voie de la réconciliation et de la construction.
